

---

## La réception territoriale du changement climatique ou comment le changement climatique contribue à l'émergence de territoires et de politiques climatiques spécifiques

Florence Rudolf

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/11825>

DOI : 10.4000/vertigo.11825

ISBN : 978-2-923982-89-2

ISSN : 1492-8442

### Éditeur

Les Éditions en environnement VertigO

Ce document vous est offert par INSA Institut National des Sciences Appliquées Strasbourg



### Référence électronique

Florence Rudolf, « La réception territoriale du changement climatique ou comment le changement climatique contribue à l'émergence de territoires et de politiques climatiques spécifiques », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 12 | mai 2012, mis en ligne le 04 mai 2012, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/11825> ; DOI : 10.4000/vertigo.11825

---

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.



Les contenus de *VertigO* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# *La réception territoriale du changement climatique ou comment le changement climatique contribue à l'émergence de territoires et de politiques climatiques spécifiques*

Florence Rudolf

---

## Introduction

- 1 Si l'on prend la thèse du changement climatique au sérieux - ce que je me propose de faire - cette dernière équivaut à une alerte sans précédent que la « société planétaire » se lance à elle-même. Si la formulation n'est pas de Niklas Luhmann<sup>1</sup>, elle s'en inspire fortement. C'est à ce sociologue que revient la théorie d'une seule société, structurée en systèmes de communications, qui ne cesse de se transformer sous la pression des communications sociales qu'elle génère constamment. Selon cette approche, les communications sociales ne se bornent pas à une petite musique de fond ou à une musique tonitruante, mais sont réellement agissantes. Il s'ensuit que l'entrée en résonance de la société via des communications sociales multidimensionnelles est une condition et non des moindres de l'action et de la restructuration institutionnelle. Transposée à la crise écologique (Luhmann, 1990), la thèse équivaut à se demander comment la société s'arrange avec l'alerte écologique : elle le fait par des opérations de traduction au sein des différents systèmes de la société (scientifique, économique, juridique, politique, etc.). Il s'ensuit des formes d'internalisation de l'écologie sous la forme de programmes éducatifs, politiques et scientifiques d'une part et de nouvelles lois, technologies et taxes d'autre part. Le changement climatique n'échappe pas à cette dynamique. À mesure que la thèse de perturbations massives et durables du climat à l'échelle de la planète progresse et

alimente les controverses, toutes sortes de réponses voient le jour. La thèse du changement climatique stimule ou irrite différents domaines de la vie sociale qui répondent à ces sollicitations par toutes sortes de productions, dont des scénarios susceptibles de conférer une réalité un peu plus consistante à celle qui prédomine dans les discours globaux sur le changement climatique. Un des problèmes récurrents des questions environnementales, mais pas exclusivement, est leur forte imprégnation scientifique. Elles requièrent une socialisation scientifique pour s'orienter. Le changement climatique n'échappe pas à cette généralité. C'est donc à une réalité très abstraite qu'il est associé : une réalité qui ne se fraye pas facilement un accès aux mondes vécus. Tous les efforts de traduction du changement climatique qui tentent de pallier le clivage entre mondes d'initiés ou d'experts sont donc les bienvenus. Dans cette optique, l'étude des analyses et des propositions des différents acteurs, relais de collectifs à géométrie variable, serait tout à fait appropriée. Face à la croissance exponentielle des projets inspirés du changement climatique, il faut pourtant savoir se limiter. La focale pour laquelle nous avons opté se concentre sur les programmes politiques<sup>2</sup> parce qu'ils expriment assez bien l'état de l'opinion publique à un moment donné. Les territoires urbains forment par ailleurs notre horizon. Cette option est justifiée par la part croissante des villes au changement climatique en raison de l'urbanisation galopante de la planète et de la contribution de la culture urbaine aux innovations sociales au sens large. Ces dernières étant susceptibles d'exercer à la fois des pressions sur l'environnement et de les contrer.

## Le changement climatique : une épreuve globale et locale

- 2 Un des premiers enseignements des programmes politiques passe par la construction des stratégies nationales. Ces dernières confortent la dimension globale et locale du changement climatique. À l'instar de bien des questions environnementales globales, on y apprend que le changement climatique est l'affaire de tous les États et de chacun d'entre nous parce qu'il se décline de bien des manières. La crise climatique dessine, par conséquent, des territoires de risques et de vulnérabilités distincts et contribue à son insu au renforcement de frontières existantes, voire à des reconfigurations partielles ou massives. Ces modifications vont de pair avec des jeux et des conflits d'identification susceptibles de favoriser l'émergence de nouvelles identités collectives, d'alliances et de structurations en conséquence. Bien que la planète dans son ensemble soit potentiellement affectée par le changement climatique, c'est à d'autres niveaux, disons infra, que les épreuves auront réellement lieu. Elles émergeront des dynamiques identitaires évoquées ci-dessus et de la capacité locale à mettre en mots, mobiliser, rassembler, expérimenter de nouvelles manières de vivre ensemble, de proposer *in fine* des programmes politiques adaptés et de faire territoire. Le changement climatique comme d'autres questions environnementales avant lui passe par l'élaboration de réponses multiscalaires susceptibles de concilier une relative autonomie des territoires tout en respectant une cohérence globale. Cette exigence renvoie tout bêtement à l'épineuse question de l'instauration d'un régime climatique et des formes de gouvernances associées à ce dernier. Un tel régime ne saurait se concevoir d'un seul tenant.

## Le changement climatique : entre mitigation et adaptation

3 Force est de constater, cependant, *qu'existent* des lignes de force *différentes* qui procèdent notamment des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2007) et par conséquent de la recherche internationale, les rapports se faisant le relais des travaux des chercheurs. Conformément à ces publications, les politiques publiques en matière de climat s'organisent selon deux visées : la mitigation ou la réduction des causes qui contribuent au changement climatique et l'adaptation aux effets engendrés par le changement climatique.

- Les politiques de mitigation, encore qualifiées de politiques de réduction, intègrent, pour le dire succinctement, l'ensemble des réponses qui visent la diminution des émissions de gaz à effet de serre (Adger *et al.*, 2006). Elles sont inspirées par la volonté de faire barrage au changement climatique par l'adoption d'un rapport au monde moins dispendieux que celui qui caractérise le développement occidental. À cet égard, elles sont les héritières du slogan « la chasse au gaspi » qui a vu le jour dans les années 70 dans le contexte de la première crise pétrolière et qui en est une illustration précoce et prémonitoire. Elles sont à la recherche de solutions d'épargne, que ce soit par l'entremise de pratiques adéquates ou par des dispositifs techniques et organisationnels susceptibles de relayer des comportements individuels et collectifs plus vertueux du point de vue des cycles de matières que ceux existants. L'adoption et l'application de politiques de mitigation ou de réduction des gaz à effet de serre s'inscrivent, de ce point de vue, dans une logique de prévention du changement climatique et des crises dont il est potentiellement porteur. À ce titre, elles relayent les communications sociales structurées autour des risques, c'est-à-dire des communications qui procèdent de l'alerte via la mise en scène d'aléas indésirables qui planent comme une épée de Damoclès au-dessus de la société planétaire, mais dont l'avènement pourrait être repoussé, voire neutralisé.
- Les politiques d'adaptation ont fait leur entrée avec le quatrième rapport du GIEC, publié en novembre 2007. Elles annoncent une inflexion dans les discussions consacrées au changement climatique ainsi que le lancement, ou la tentative de lancement, d'une nouvelle stratégie en matière de changement climatique. Les politiques d'adaptation poussent, en effet, à l'instauration d'un régime climatique structuré autour de mesures d'adaptation au changement climatique, ce dernier n'étant pas incompatible avec des mesures de réduction. En effet, les incitations à prendre des mesures d'adaptation ne signent pas le dépassement des politiques de mitigation ; elles invitent à une différenciation des moyens et à une complémentarité de ces derniers. Le succès des politiques d'adaptation témoigne de ce que la thèse du changement climatique bénéficie actuellement d'une large reconnaissance ainsi qu'en témoignent les communications scientifiques relayées par le GIEC qui ne se limitent plus strictement à la figure du risque, mais s'adosent à des aléas érigés désormais en faits. Leur adoption va de pair, en revanche, avec une complexification du problème. Il ne s'agit plus simplement de réduire la production des gaz à effet de serre, mais de préparer les sociétés à parer des coups aux profils variés. Leur conception est tributaire par conséquent de l'existence de scénarii déclinés à différentes échelles territoriales, mais également de prérequis institutionnels comme une culture démocratique. L'adoption d'une politique d'adaptation passe en effet par la diffusion d'informations pertinentes, c'est-à-dire significatives pour les publics auxquelles elles s'adressent. À ces exigences, il faudrait encore

ajouter l'épineuse question de l'adhésion populaire aux politiques proposées. L'élaboration d'une politique d'adaptation ajustée à un territoire constitue par conséquent un formidable défi à la recherche, toutes disciplines confondues. Tant et si bien que les territoires privés de cette ressource risquent en revanche de voir leur vulnérabilité redoublée en raison de la carence d'investissement dont ils pâtissent. Les vulnérabilités météorologiques sont redoublées par des vulnérabilités sociales, héritées de déficiences structurelles et institutionnelles.

- 4 On dispose donc de deux grandes familles pour encadrer le changement climatique : les politiques de réduction des gaz à effet de serre et les politiques d'adaptation aux changements climatiques. La première suppose l'identification des causes du changement alors que la seconde famille suppose la connaissance des effets. Chaque famille est vectrice de programmes de recherche spécifiques. Alors que la première est tributaire des informations sur les causes, la seconde nécessite une approche territorialisée du changement climatique. La territorialisation ou localisation du changement climatique justifie que l'on passe du singulier au pluriel. En somme, les politiques d'adaptation ont affaire à des changements climatiques. À ces deux grandes familles, on peut en ajouter une troisième, quasi inexistante pour l'instant, qui est celle de la réparation. Si leur heure ne semble pas encore avoir sonné, rien ne s'oppose à ce que ce soit le cas dans un avenir prochain, ne serait-ce qu'en raison d'une dégradation croissante des conditions de vie en certains territoires.
- 5 Pour récapituler, on peut avancer que l'inflexion des programmes politiques, qui profite aux politiques d'adaptation, conforte la déclaration selon laquelle « le changement climatique a déjà commencé »<sup>3</sup> et annonce le passage à l'action. Le temps de la prise de conscience et de la maturation fait place au temps de l'action. Une nouvelle phase est désormais inscrite à l'agenda politique. Elle n'éclipse pas les actions de prévention, mais invite à des actions ciblées en fonction des particularités des territoires et plus précisément en fonction de leurs vulnérabilités<sup>4</sup>. Ce constat justifie à lui seul d'associer ces deux familles politiques dans la lutte contre le changement climatique : alerte et protection ne sont pas incompatibles. L'alerte demeure importante ne serait-ce que pour entretenir un climat de publicisation, de vigilance et de mobilisation sociales ; l'adaptation pour accompagner les maux et atténuer les vulnérabilités. La logique de l'alerte s'impose comme garde-fou contre l'adoption de politiques d'adaptation qui ne seraient pas attentives à leurs retombées non intentionnelles du point de vue de l'étiologie du changement climatique. L'équipement en climatiseurs pour se protéger des vagues de chaleur illustre ce type de réponse à courte vue. En revanche, en cas de crise, l'alerte passe au second plan et ce sont les politiques d'adaptation qui prédominent. Les politiques d'adaptation nous plongent, par conséquent, dans le temps du présent. Elles relèguent la perspective d'un avenir menaçant en raison de l'urgence du présent qui invite à pallier les inconforts, déconvenues, pannes et dysfonctionnements et catastrophes immédiates. Pour autant, elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une certaine pression sauf en cas d'urgence ou de souffrances trop aiguës. En situation de crise, la priorité est de pallier les urgences au détriment de l'alerte.

## Modalités de prise en charge de ces différentes familles de politiques publiques

- 6 S'il revient communément aux mobilisations sociales et aux associations de consommateurs de se charger de l'alerte et des communications à risque, voire d'innover en matière d'adaptation et de changement, ils n'ont pas le monopole de cette compétence. La publicisation est accessible en principe à tous ceux qui parviennent à s'organiser en collectif et à faire entendre leur voix au nom de la cause qui les relie. La publicisation est davantage une affaire de ressources que d'étiquette sociale. Il en est de même de l'innovation en matière d'adaptation. En ce qui concerne le changement impulsé par des collectifs innovants, il demeure tributaire, en revanche, d'une réception sociale élargie des modèles portés par ces minorités actives. L'inscription durable dans une nouvelle voie de développement est dépendante d'une large adhésion sociale. Aussi aurions-nous tendance à penser que les politiques d'adaptation nécessitent du concours d'acteurs qu'on ne retrouve pas traditionnellement à l'avant poste du changement social. Les politiques d'adaptation s'imposent, en effet, dans la continuité de l'alerte, une fois une cause de mobilisation reconnue d'une part, et elles nécessitent d'investissements lourds pour lesquels l'enrôlement des acteurs publics et privés est bienvenu d'autre part. Comme précédemment à propos des passerelles entre les politiques de mitigation et les politiques d'adaptation, la frontière entre ces différents domaines d'action et d'intervention n'est certes pas formelle, il n'en demeure pas moins qu'on peut constater une distribution des vocations et des responsabilités. C'est un constat que j'ai eu l'occasion de faire à plusieurs reprises dans mes recherches : au contact de l'essor du conseil en environnement en Allemagne et en France dans les années 1990 (Rudolf, 1998) et plus récemment avec Laurence Granchamp-Florentino à propos des écueils rencontrés par les « volontaires du climat » mis en place par l'ARAN (Association des Résidents et des Amis du Neudorf) à Strasbourg puis par Objectif Climat à l'échelle de la région alsacienne (Granchamp et Rudolf, 2009, 2008). Ce que nous avons qualifié à l'époque d'effet de seuil renvoie aux freins que rencontrent inéluctablement les acteurs du changement, individus et collectifs concernés par les politiques de mitigation, mais qui voient leurs efforts de réduction minorés ou entravés par des structures auxquelles ils n'ont pas accès.
- 7 Tôt ou tard, les « volontaires du climat » sont bloqués dans leur démarche de réduction de la production des gaz à effet de serre en raison de l'absence d'investissements structurels pris par les propriétaires de leurs logements lorsqu'ils sont locataires et plus généralement par les pouvoirs privés et publics. Une observation similaire a été faite sur d'autres terrains, notamment par Mathilde Szuba (doctorante au Centre d'Étude des Techniques, des Connaissances et des Pratiques (Cetcopra), Université Paris 1), dont la thèse porte sur des collectifs similaires en Grande-Bretagne. Si l'engagement dans des politiques d'adaptation n'est pas fermé aux individus et à des collectifs types associations de quartier comme celles que nous avons étudiées, ainsi qu'en témoigne le mouvement des coopératives et des mutuelles pour résister ou répondre collectivement à des « coups durs », il n'en demeure pas moins que les politiques d'adaptation sont tributaires de réponses structurelles que les individus comme les petits collectifs ne sont pas toujours en mesure d'assumer.
- 8 Ces résultats invitent à réfléchir à la différence entre l'édiction de normes en valeur et la transposition de ces dernières en normes instrumentales (Goffman, 1973). Cette

distinction attire l'attention sur l'écart entre l'adhésion à des valeurs et l'aptitude à les incarner socialement. Ils invitent à creuser également la différence entre innovation psychosociale et innovation systémique. L'innovation psychosociale renvoie à des sentiments susceptibles d'être partagés par des individus qui se retrouvent au sein d'associations et de projets en raison d'une entente sur le monde commun. L'innovation systémique permet de relayer ce consensus en l'inscrivant dans des agencements assurés par des non humains. L'introduction de ces distinctions permet mettre en relief la diversité des compétences sociales qui participent à la vie sociale. Bien des ressources distinctes et qui ne s'excluent pas forcément et se complètent assurément sont en jeu dans l'art de faire entrer en culture une nouvelle préoccupation comme le changement climatique. On a affaire à des vecteurs distincts de la mise en culture de la préservation du climat. Si les corps intermédiaires ne sont pas en peine de lancer l'alerte, voire d'esquisser de nouvelles voies vertueuses du point de vue du changement, ce dernier est assuré par l'entrée en scène d'acteurs susceptibles de conférer une plus grande robustesse à ces innovations en raison des différents capitaux<sup>5</sup> dont ils sont détenteurs notamment. Selon cette lecture, les politiques d'adaptation sont tributaires de l'entrée en scène des acteurs publics (États, collectivités territoriales, etc.) qui investissent dans des plans structurels de manière à faciliter la tâche des épargnants et à susciter de nouvelles vocations, voire à désigner les récalcitrants. Elles sont également renforcées par l'implication des acteurs privés, soient des entrepreneurs prêts à s'organiser en fonction des changements climatiques<sup>6</sup>.

## L'exemple des politiques d'adaptation des villes

- 9 Les scénarii publiés par le ministère français de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDAT), dans sa lettre d'actualités *Horizon 2030-2050* (CGDD, 2009), permettent d'illustrer le raisonnement tenu ci-dessus. La typologie s'organise autour de trois scénarii principaux :
- 10 Un premier scénario, qualifié d'attentisme intelligent, procède par la mise en place d'observatoires qui permettent de suivre l'évolution des impacts du changement climatique et de s'adapter à moindre coût.
 

« Il s'agit de s'adapter au moindre coût à un contexte en grande partie subi (...). C'est un scénario au fil de l'eau qui repose sur un couplage entre : des régulations par le prix ou l'information (hausse des prix d'énergies fossiles, taxe et "carte carbone", bonus-malus, péages urbains, etc.) ; des innovations technologiques dans les véhicules, le logement neuf et les appareils électriques portées par la réglementation ; des actions locales sur le fonctionnement des transports et des services (...). Tout cela n'exclut pas la construction d'écoquartiers ou même d'écocités, mais dans cette hypothèse, ces opérations d'aménagement exemplaires restent limitées à quelques niches urbaines relativement circonscrites. Avec l'innovation technologique, les signaux prix sont, dans ce premier scénario, un déterminant majeur des dynamiques d'évolution » (CGDD, 2009 : 4).
- 11 Un deuxième scénario qui passe par l'investissement massif dans de nouvelles infrastructures.
 

« À l'attentisme du premier scénario s'oppose le volontarisme du second qui est celui d'un renouvellement massif des infrastructures urbaines et énergétiques permettant de faire face à la fois au risque climatique et au risque pétrolier. Proche, dans son esprit, du Grenelle de l'Environnement ou des "plans verts" engagés récemment dans le cadre de la relance économique, cette seconde hypothèse passe

par plusieurs changements d'échelle par rapport aux actions exemplaires déjà engagées dans plusieurs villes : un changement d'échelle massif dans le renouvellement énergétique des logements et bâtiments anciens visant à diviser par trois leur consommation actuelle d'énergie fossile et pouvant concerner, en Europe, jusqu'à la moitié du parc existant ; un changement d'échelle dans la restructuration des systèmes locaux d'approvisionnement ou de production énergétique, laissant une part beaucoup plus grande aux énergies renouvelables et à la récupération de chaleur ; un changement d'échelle, aussi, dans les infrastructures de protection contre les conséquences du changement climatique (élévation du niveau de la mer, risques d'inondation, d'incendie, de cyclones, climatisation...); et enfin, évidemment un changement d'échelle dans les infrastructures de transport collectif (...) » (CGDD, 2009 : 5-6).

- 12 En dépit de son courage, une telle offensive risque d'être plus limitée que prévu et justifie la proposition d'un troisième scénario. Ce dernier, que l'on peut qualifier de scénario de métropolisation, repose en grande partie sur les collectivités territoriales. Les métropoles entrent en action et relayent l'intervention de l'État en jouant sur : les transports, la densité résidentielle, la mixité fonctionnelle et la réhabilitation des cours d'eau et des trames vertes. Comme son nom l'indique, la caractéristique principale de ce scénario repose sur une reconfiguration des territoires urbains. Cette dernière ne se confond pas avec la ville compacte, ainsi qu'une décennie de discours sur la ville dans le contexte de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) pourrait conduire à penser, mais par la conception d'un modèle plus complexe jouant à différentes échelles territoriales. Marc Wiel, ancien directeur de l'agence d'urbanisme de Brest, considère qu'une telle transition ne sera possible qu'à condition de raisonner et d'agir à quatre échelles différentes :

« le quartier, lieu d'accès à l'habitat et aux services de proximité ; l'agglomération, lieu de cohérence entre emploi, logement et services ; la région urbaine (ou métropole) espace de maîtrise de l'urbanisation et de configuration des grandes infrastructures ; l'aménagement du territoire (l'extra urbain), lieu des grands arbitrages entre nomadisme et sédentarité, activités réelles et virtuelles, loisirs et emplois... et donc de grands choix en termes de modes de vie et d'aménagement du temps. C'est là, sans doute, une complexité supplémentaire. Mais on ne peut imaginer une transition aussi radicale que l'évolution vers des villes postcarbone sans tenir à la fois tous les fils que cette multiplicité d'échelles conduit à évoquer » (CGDD, 2009 : 9).

- 13 Revenons brièvement sur la philosophie inhérente à ces scénarios. Le premier se résume à un scénario type alerte et parie sur la diffusion d'informations pertinentes susceptibles de faire sens socialement. C'est un modèle qui mise sur la réactivité des individus, constitués en groupements pour s'adapter au fur à mesure à la thèse du changement climatique et aux aléas susceptibles de faire irruption dans leur quotidien. Le deuxième correspond à une politique d'équipement coordonnée par des acteurs « forts » au sens où il s'agit d'acteurs dotés de ressources pour agir au nom du collectif. Ils ont l'autorité pour et ont accès à différentes ressources matérielles, institutionnelles et humaines. Le troisième scénario procède de la synergie des deux précédents. Il résulte de l'intervention concertée d'acteurs autorisés et dotés de moyens pour relayer l'alerte et l'engagement individuel.
- 14 Alors que le premier scénario se caractérise par l'adoption d'une forme de temporisation, c'est-à-dire une forme d'attentisme, que le second rompt en entrant dans une politique offensive d'investissement, seul le troisième envisage une reconfiguration des établissements urbains et humains. L'adoption de chaque scénario est associée à une



vision du futur, une prospective vraisemblable. Ainsi l'adoption d'une démarche attentiste par observation se prépare à devoir passer rapidement dans un mode de créativité carbone poussée. C'est la stratégie la plus risquée du point de vue des conséquences et des marges de manœuvre en matière d'adaptation. Les deux autres approches relèvent davantage d'une alliance entre un effort de réduction des gaz à effet de serre par des équipements adaptés, susceptibles d'inciter les individus à relayer cet effort dans leur quotidien, soit à s'adapter à leur tour à de nouvelles contraintes et de nouvelles exigences.

- 15 La mise en scène de cette typologie sous la forme d'une progression conforte, enfin, la thèse selon laquelle chacun des scénarii sollicite certaines ressources plus que d'autres et, par conséquent, certains acteurs de manière préférentielle à d'autres, sans que cette distribution soit exclusive pour autant. Ainsi, si on peut avancer que le deuxième scénario est conditionné par l'intervention des pouvoirs publics, c'est en raison des ressources engagées dans ce scénario et de la connaissance de la distribution sociale de ces ressources. Cette proposition n'est pas incompatible avec l'entrée en scène d'autres acteurs, car il va sans dire que l'engagement dans l'ère postcarbone dépendra d'une inflexion conséquente des modes de vie et par conséquent de la disposition des individus à s'engager dans les politiques de mitigation et d'adaptation au changement climatique. Ces constats légitiment l'action des associations et des collectifs qui relayent la cause climatique afin de la faire entrer en résonance avec les préoccupations du quotidien.

« Chaque scénario a d'abord pour objet de refléter des logiques d'acteur spécifiques. Mais il faut aussi remarquer que tous se situent différemment sur l'échelle de temps. À travers ce projet, il s'agit en réalité de contribuer à mieux articuler les différents horizons des politiques urbaines : le temps des mandats électifs et des actions quotidiennes, le temps des grands programmes d'investissement et le temps du long ou très long terme, qui est à la fois celui de la ville et celui du climat. C'est là où prospective et développement durable se rejoignent... » (CGDD, 2009 : 9).

- 16 L'intérêt de la typologie élaborée par ce groupe de travail tient à son adossement aux potentiels d'action des acteurs. Les scénarii envisagés sont conçus par rapport aux acteurs pertinents du point de vue des territoires urbains et des actions qu'ils sont en mesure d'impulser. Cette approche ne tient en revanche pas compte des vulnérabilités propres à chaque territoire urbain. C'est une piste qu'il convient par conséquent d'explorer de manière idéale typique, c'est-à-dire à partir de l'identification des aléas auxquels les métropoles auront statistiquement de fortes chances de devoir faire face.

## Conclusion

- 17 Sans prétendre à l'exhaustivité, la double typologie, construite autour de familles de politiques publiques génériques et de scénarii vraisemblables rend compte de la marge d'action de l'État, des collectivités publiques, des acteurs privés et de la société civile en matière de changement climatique. Deux grandes familles de politiques publiques, les politiques de mitigation et les politiques d'adaptation, sont présentement disponibles pour répondre au défi climatique. Les premières, qui correspondent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, se sont imposées avant les politiques d'adaptation qui correspondent à l'appropriation d'un risque, voire à sa gestion. Le premier type d'action relève d'une stratégie d'inflexion d'une menace annoncée : il se situe en prévention contre un risque ; le second prend acte de l'existence de la menace qui se transforme en aléas aux multiples visages : il s'apprête à parer les coups de ces derniers. Cette attitude

témoigne, en bref, d'une prise de conscience du changement climatique. Elle acte de l'existence du changement climatique même si on n'est pas en situation de crise. Elle témoigne de ce qu'on est passé d'une situation de projection à un état de fait. Alors que les politiques de mitigation aspirent à faire barrage au changement climatique, les politiques d'adaptation sont plus désenchantées. Le temps des politiques d'adaptation résonne, maigre consolation, comme une reconnaissance du problème auquel il convient à présent de faire face.

- 18 À cette première distinction correspondent différents scénarii d'adaptation « disponibles » en matière de régulation climatique. La régulation climatique est tributaire des acteurs disposés à entrer en action et des échelles de leurs capacités d'action. Elle s'organise autour de la distinction entre intégration sociale et intégration systémique. Cette distinction précise qu'il existe, en gros, deux grands leviers de transformation sociale : l'adhésion à des valeurs et à des normes, d'une part, et l'instauration de nouveaux dispositifs institutionnels et techniques, d'autre part. Le succès du premier tient à son caractère affectif. Il participe de la dimension émotionnelle des collectifs et de faire "société". Ce ferment de la vie sociale est indispensable au processus de politisation propice à l'instauration de nouvelles normes, règles et législations. Le succès du second tient à sa capacité à dissocier les acquis de leurs auteurs. Il dépend de l'instauration de mécanismes susceptibles d'internaliser ces transformations politiques : il assure une certaine continuité à des innovations<sup>7</sup>. Chaque levier d'action (adhésion à des normes, mise en place de dispositifs techniques et institutionnels) a son importance sans être indépendant des autres. Ils viennent tous les deux à la rescousse de l'établissement d'un nouvel ordre social, derrière lequel se profilent différents régimes de justice sociale et environnementale. En d'autres termes, l'adéquation des réponses est fonction de la construction de scénarii susceptibles de rendre compte de la complexité du problème sur le plan climatique, écologique, économique, politique et social. En effet, comme le déclare Marc Wiel : « dans l'évolution vers la ville postcarbone on ne pourra pas gagner sur tous les tableaux à la fois : sur la densité et les émissions de CO<sub>2</sub>, les vitesses de déplacement, le coût du logement, l'accès à la nature et aux services, les modes de vie et l'organisation du temps... Il faudra choisir » (« Intégrer la question énergétique à la planification territoriale » (Études foncières, n° 123, octobre 2006, cité dans CGDD, 2009 : 8-9). L'étude de la réactivité d'un territoire passe par l'identification des communications sociales structurées autour du changement climatique et des acteurs qui se mobilisent pour les relayer. Quel est le niveau de publicisation de cette question, autour de quelles thématiques et lignes consensuelles ou dissensions s'organise-t-elle ? L'établissement de priorités en termes d'aménagement et de protection des populations correspond à l'affirmation d'une conception implicite de la justice sociale dont les conséquences peuvent conforter des formes de vulnérabilité ou au contraire les atténuer. La recherche d'options satisfaisantes pour un territoire donné engendre bien sûr des discussions qui ne sont pas si simples à dénouer, mais dont on ne saurait se passer idéalement dans l'optique de l'instauration d'un régime climatique performant selon les différentes dimensions du développement durable.

## BIBLIOGRAPHIE

Adger, W. N., J. Paavola, S. Huq et M. J. Mace (eds.), 2006, *Fairness in adaptation to climate change*, MIT Press.

Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), 2009, *Horizons 2030-2050*, Veille de la Mission Prospective, n° 2, Décembre 2009.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007, *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et A. Reisinger (publié sous la direction de~)]. GIEC, Genève, Suisse, 103 pages.

Goffman, E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tomes 1 et 2, Paris : Édition de Minuit.

Granchamp, L. et F. Rudolf, 2009, « Calculer pour "sauver" le climat ? », in Dobré, M. et S. Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris : L'Harmattan, collection Sociologie et Environnement : 187-198.

Granchamp, L. et F. Rudolf, 2008, « La réception du changement climatique : de la sensibilisation à la transformation des pratiques. Expérimentations d'une association de quartier strasbourgeoise », in Hamman P. (dir.), *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris : L'Harmattan, collection Logiques sociales : 193-218.

Luhmann, N., 1990, *Ökologische Kommunikation. Kann die moderne Gesellschaft sich auf ökologische Gefährdungen einstellen ?*, Opladen : Westdeutscher Verlag, 1990.

Rudolf, F., 2009, *Le climat change et la société ?*, Montreuil : La ville brûle.

Rudolf, F., 1998, *L'environnement, une construction sociale. Pratiques et discours sur l'environnement en Allemagne et en France*, Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg.

## NOTES

1. Niklas Luhmann (1927-1998), sociologue allemand qui s'est opposé aux travaux de Jürgen Habermas et en particulier au paradigme de l'action et de l'intersubjectivité dans la description de la société pour préconiser une approche qui privilégie l'observateur et le point de vue du système.
2. Les programmes politiques parmi lesquels nous comptons également les actions menées par des associations qui œuvrent pour le bien commun.
3. Cf. GIEC, 2007
4. À cet égard, la sémantique de l'adaptation annonce l'inflexion d'une situation structurée autour des risques à une situation structurée autour de diagnostics et de bilans qui permettent de constater de nouvelles formes de vulnérabilités territoriales.
5. Capital économique, culturel et social.
6. C'est une piste que nous explorons au sein du projet Vers des Services Climatiques aux industries Françaises (ANR/SECIF).

7. Les discussions autour de l'instauration de permis à polluer, de la taxe carbone, par exemple, illustrent la recherche de dispositifs systémiques susceptibles d'engager la communauté internationale selon de nouvelles modalités d'encadrement des activités humaines.

---

## RÉSUMÉS

Le changement climatique prend progressivement place dans nos vies à travers des mises en récits et en intrigues qui sont autant d'incitation à l'action ainsi qu'en témoignent les politiques publiques qui commencent à voir le jour à ce sujet. Les deux principales familles dont on dispose actuellement - les politiques de mitigation et d'adaptation - font appel à des ressorts différents de l'action. Les premières mettent en scène un risque et incitent à s'en prévenir ; les secondes attestent de ce que les changements annoncés sont bel et bien là. Si l'adaptation est bel et bien à l'ordre du jour, quels contenus lui donner ? Nous avons commencé à explorer cette piste à l'échelle des villes en France.

The climate change gradually takes place in our lives through narratives, which incite action. Policies for mitigation and climate change adaptation are the main response actually developed by governments. They appeal to different skills. First ones stage a risk and incite to prevent it ; the seconds give evidence of what the announced changes are well and truly present. If the policies for adaptation are on the agenda, which contents should we give them ? We have started to investigate this question on the city scale, in France.

## INDEX

**Keywords :** adaptation, city, climate change, instrumental, norms, policies, values

**Mots-clés :** changement climatique, France, instrumentales, mitigation, normes, politiques, récit, valeurs, villes

## AUTEUR

### FLORENCE RUDOLF

HDR en sociologie, Professeure des Universités, Responsable de l'équipe de recherche  
« Architecture, Morphologie/Morphogenèse Urbaine et Projets » (Amup-Insa de Strasbourg)  
Responsable du réseau thématique « sociologie de l'environnement et du risque » de l'Association  
Française de Sociologie (RT 38, AFS). Département d'Architecture, Insa de Strasbourg, 24 bd. de la  
Victoire, 67084 Strasbourg, Courriel : [florence.rudolf@misha.fr](mailto:florence.rudolf@misha.fr)